

M. King fait du plébiscite un vote de confiance

"Pour ma part, si je ne croyais pas que, comme chef du gouvernement, continuais à jouir de la confiance de la population qui m'a retourné si souvent au pouvoir, je ne voudrais pas garder le pouvoir une heure de plus", a déclaré le premier ministre, à Radio-Canada, hier soir — Il ne s'agit pas du tout de la conscription — "En votant "oui", vous serez à la merci de votre propre gouvernement", a-t-on prétendu: "c'est là la déclaration la plus incroyable"

Ottawa, 25 (C.P.) — Voici le texte du discours que le premier ministre, M. W. L. Mackenzie King, a prononcé, à la radio, hier soir: Chers concitoyens,

Depuis la dernière fois que je vous ai adressé la parole, on a beaucoup discuté à la radio, dans les journaux et dans les réunions publiques, la tenue du prochain plébiscite. S'il a grandement contribué à élucider la question, ce débat n'en a pas moins démontré combien peu, dans certains milieux, on se rend compte de la gravité de la situation mondiale, et à quel point, par conséquent, les gens risquent d'être induits en erreur par certains de ceux qui leur demandent de voter "non" lundi prochain.

Lorsqu'on annonça la tenue du plébiscite, bien des gens ne se faisaient aucune idée de la nature de la question sur laquelle on allait leur demander de se prononcer. D'aucuns s'imaginaient qu'il s'agirait de régler la question de la conscription. En d'autres termes, ils se figuraient que le gouvernement allait rejeter sur le peuple l'obligation de décider la question de la conscription, au lieu d'assumer lui-même cette responsabilité et de faire ses propres recommandations au parlement.

La conscription

Or il a maintenant été clairement démontré que le plébiscite ne porte pas sur la conscription. Et c'est ici un point que je tiens à souligner. Quiconque vous affirme que c'est de la conscription qu'il s'agit vous induit en erreur, car le plébiscite n'a d'autre but que de procurer au gouvernement et au parlement une entière liberté d'aborder cette question ainsi que toute autre question. On ne vous demande qu'une chose: c'est de dire si vous êtes ou non en faveur de donner au gouvernement la faculté d'agir avec une entière liberté en cette période de guerre. Tel est le sens véritable de la question à laquelle on vous demande de répondre oui ou non. Si vous répondez "oui", vous n'engagez pas le gouvernement à imposer la conscription pour le service outre-mer, mais vous autorisez le gouvernement et le parlement à discuter et à régler cette question uniquement quant au fond.

Si cette question surgissait, on pourrait alors la débattre à la lumière de tous les faits et circonstances, sans que l'on puisse soupçonner le conseil des ministres ou les membres du parlement d'avoir été influencés dans leur décision par des considérations politiques ou autres, découlant de quelque promesse ou engagement faits dans le passé.

Situation très critique

Quand je vous ai adressé la parole, le 7 avril, j'ai dit que je ne remplirais pas fidèlement le mandat que le peuple canadien m'a confié, si je n'affirmais pas, qu'à mon sens, la situation est plus critique aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été pour toutes les nations libres. J'ai ajouté que cela s'appliquait aussi au Canada. J'ai dit alors, et je tiens à le répéter ce soir, que je n'ai jamais été un alarmiste. Dans toute ma carrière politique, quand j'ai cru qu'il le fallait, j'ai toujours visé à mesurer mes paroles, à parler avec modération et seulement après mûre réflexion. Je n'ai jamais parlé en ayant plus conscience du sens et de la portée de mes paroles, que je ne l'ai fait en vous signalant la situation très critique dans laquelle se trouvent aujourd'hui les nations libres.

Rien ne m'a plus surpris que de voir certaines des gens qui exhortent la population à voter "non" lundi mettre en doute la sincérité de mon affirmation à cet égard. Ils m'accusent d'exagérer le danger. Ils disent que je ne crois pas vraiment que l'ennemi convoite le Canada. Ils prétendent, par exemple, que M. King sait qu'il n'est guère possible que l'Empire britannique et les Etats-Unis alliés à la Russie et à tant d'autres pays puissent se trouver dans une situation critique.

Or voilà précisément ce que j'ai dit, et cela est précisément ce que je voulais dire, car je crois que c'est la vérité. Je ne crois pas que les nations unies soient défaites si toutes et chacune d'elles accomplissent tous les efforts dont elles sont capables. Je crois toutefois qu'elles pourraient être vaincues si elles ne le font pas. Je crois qu'il est de mon devoir de vous dire cela bien franchement. Rien ne sert de prétendre que le danger n'est pas grand. Rien ne serait plus nuisible que d'encourager nos gens à croire qu'il est impossible que l'ennemi gagne la guerre. Ceux qui vous disent cela refusent d'envisager la réalité.

La thèse adverse

Les gens qui ont critiqué ma déclaration ne se sont pas arrêtés là. Ils sont allés jusqu'à dire que, même si j'avais raison sur la réalité du danger, l'ennemi, même victorieux, n'attaquerait pas le Canada. Ils se demandent pourquoi les nazis, ayant vaincu la Russie, ayant l'Angleterre à leur merci, ont le continent européen à leurs pieds et les immenses ressources du Moyen-Orient à leur disposition, et voyant les Etats-Unis vulnérables à leurs coups, attaqueraient le Canada. Et tournant les yeux du côté du Pacifique, ils se demandent pourquoi les Japonais, une fois en possession de toute l'Inde, de la Malaisie et des Indes orientales, et pouvant occuper le continent australien presque inexploité, voudraient tenter de venir s'installer

en Californie, dans l'Orégon ou dans la Colombie canadienne.

Ils disent que M. King a trop de discernement pour croire à l'existence de ces dangers; ils affirment qu'un tel péril est, de fait, inconcevable. Ils ajoutent que les autres pays sont aussi grands et beaucoup plus riches, ou plus accessibles et inexploités, ou encore plus désirables et plus faciles à défendre que le Canada. La conclusion qu'ils tirent est que j'exagère à dessein le danger qui menace notre pays.

Je ne crois pas verser dans l'exagération. Si je n'étais pas convaincu de la vérité de ce que j'avance, quel motif pourrais-je avoir de dire qu'un danger englobant le monde entier peut fort bien compromettre l'existence même de notre pays?

Le fait que certains peuvent penser que le Canada n'est pas exposé à une attaque, fait voir jusqu'à quel point ils sont restés aveugles aux changements apportés par la guerre. C'est l'idée que se faisaient la plupart des peuples de l'Europe au début de la guerre, que se faisaient les Etats-Unis il y a à peine quelques mois, et aussi l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Inde, il y a quelques semaines encore. Aucun de ces pays n'a paru comprendre le plan de l'ennemi en vue de la domination universelle.

Fausse impressions

Lorsque ceux qui vous conseillent de voter "non" disent que nul homme sensé ne voudrait ajouter foi à de telles histoires ou se laisser aller à de telles terreurs, il est clair qu'ils cherchent à donner l'impression qu'il n'existe aucun danger sérieux, et qu'ils veulent faire naître un sentiment de fausse sécurité chez le peuple canadien. En affirmant, comme ils l'ont fait, que si la Russie, les Etats-Unis et l'Angleterre ne peuvent conjurer ce danger il est douteux que le Canada puisse résister à une invasion, ils se trouvent à dire que le Canada devrait laisser aux autres nations le soin de gagner la guerre pour lui. Je vous le demande, quel serait le sort du Canada si en Russie, en Angleterre et aux Etats-Unis, le peuple prônait une attitude comme celle que les gens qui vous engagent à voter "non" voudraient pour le Canada? Si chacune des nations unies avait imaginé que les autres pouvaient, sans secours, vaincre l'Allemagne et le Japon la cause de la liberté serait déjà perdue, et l'on aurait peut-être envahi le Canada lui-même à l'heure actuelle.

Ceux qui, pour des raisons semblables, vous disent de voter "non", vous demandent de confier aux autres nations le soin d'empêcher l'ennemi d'atteindre nos rives. Ils vous demandent d'espérer que l'ennemi attaquera quelque autre pays au lieu de se jeter sur le Canada. Du même coup, ils vous disent de ne pas vous attendre que votre gouvernement fera ce qui est nécessaire pour défendre vos foyers et vos familles. De toutes les déclarations écrites qui ont été signalées à mon attention, la plus incroyable est celle qui se lit ainsi: "En votant non, vous vous protégez; en votant "oui", vous serez à la merci de votre propre gouvernement". Je dis que si vous votez "non" vous contribuez peut-être à vous placer, vous-même et votre pays, à la merci de l'ennemi, tandis que si vous votez "oui", vous contribuez, j'en suis convaincu, à assurer votre protection et celle de votre patrie contre l'ennemi. En temps de guerre, est-il raisonnable de se fier aux intentions de l'ennemi, plutôt qu'aux membres du gouvernement librement élu de votre propre pays?

Pour une décision sage

Vous nous avez chargés, mes collègues et moi-même, de l'administration du pays. Si vous n'êtes pas sûrs, en cette heure grave, que nous allons agir dans l'intérêt public, à qui ferez-vous confiance? Si vous ne pouvez vous fier aux députés que vous avez élus vos représentants au parlement, pour voir à ce qu'aucune mesure ne soit prise au détriment de vos intérêts, et de ceux du pays, à qui donc ferez-vous confiance?

L'époque actuelle n'est pas une phase ordinaire de notre histoire, car nous sommes en guerre. Le monde entier est dans un état de rapide évolution. Les responsabilités du gouvernement, lourdes en tout temps, le sont plus que jamais aujourd'hui.

Pour ma part, si je ne croyais pas que comme chef du gouvernement, je continuais à jouir de la confiance de la population, qui m'a retourné au pouvoir si souvent, je ne voudrais pas garder le pouvoir une heure de plus.

Vous ne pouvez sûrement laisser influencer sur votre décision lundi, les défilés de jeunes gens armés de bannières et criant: "A bas la conscription", alors que cette question n'est pas même en jeu.

J'imaginerai aussi que vous ne vous laisserez pas influencer par la radio de Paris qui vous conseille de voter négativement, car vous savez très bien que sa voix est celle d'Hitler. Lorsque la vie et le foyer de chacun sont en jeu, vous chercherez assurément conseil chez ceux qui sont le mieux placés pour vous guider sagement.

Croyez-vous que chaque membre du gouvernement actuel vous demanderait de voter affirmativement, lundi prochain, si nous ne croyions pas tous honnêtement qu'il y va de vos propres intérêts, comme de ceux de vos familles et de votre pays? Je veux que vous sa-

chiez tous que je suis absolument ferme dans cette conviction. Personne n'a le droit de dire que je suis plus ou moins indifférent à ce sujet.

Le pays menacé

Permettez que je vous donne quelques-unes des raisons qui m'ont fait dire, lors de ma dernière allocution à la radio, que ce dont le regard ne s'arrête pas au événement de l'heure mais scrutent l'avenir aperçoivent que ce n'est plus l'unité de notre pays qui est en danger, mais son existence même.

L'Allemagne, l'Italie et le Japon n'ont pas été contraints à la guerre. Ils n'ont même pas été entraînés dans la guerre. Ils furent eux-mêmes agresseurs. Ils sont entrés en guerre de leur propre gré et au moment qu'ils ont jugé opportun.

C'est en pleine connaissance de la puissance militaire et industrielle des nations libres, en pleine connaissance également de l'importance de ces populations, des territoires et des ressources dont disposaient l'Empire britannique, les Etats-Unis, la Russie, la Chine et les Empires français et néerlandais, que l'Allemagne, l'Italie et le Japon ont assumé le rôle d'agresseurs.

Succès de l'ennemi

Lorsque Hitler et ses compagnons dans le crime se jetèrent sur les nations libres, ils savaient qu'ils attaquaient des nations dont les ressources et les populations étaient de beaucoup supérieures aux leurs. Leurs gestes sont la preuve qu'ils croyaient pouvoir un jour conquérir tous les continents; après quoi, ils se partageraient le butin d'un univers conquis. Loin de voir dans les ressources, les populations et les vastes territoires autant d'éléments de puissances pour les nations unies, les nations de proie y ont précisément trouvé l'appât qui les a poussées à la guerre. Dans leur entreprise guerrière, les agresseurs ont même compté sur ces biens pour se soutenir. Pour s'emparer d'un tel butin ils étaient disposés à tous les sacrifices.

Jusqu'à présent, sans doute, l'ennemi a le sentiment que le succès a justifié sa politique. L'Allemagne, en Europe, a conquis les pays les uns après les autres et a contraint leurs populations asservies à nourrir la sienne. Elle a forcé leurs grandes industries à s'intégrer dans sa puissante machine de guerre. Les populations et les ressources d'une douzaine de pays, libres encore il y a moins de trois ans, doivent forcément contribuer aujourd'hui à la poursuite de l'agression nazie. Les territoires des pays conquis ont été transformés de barrières contre l'attaque qu'ils étaient, en bases efficaces pour de nouvelles conquêtes.

Il en est de même des gains rapides et considérables réalisés par le Japon en Orient. En quatre mois le Japon s'est emparé des éléments matériels d'un vaste empire au delà des mers. L'Empire français en Asie est devenu une dépendance du Japon. Les Etats-Unis ont perdu nombre de possessions insulaires de valeur stratégique.

L'Empire britannique a été partiellement démembré et tant dans le Pacifique que dans l'Océan Indien il est menacé comme jamais encore dans son existence même. La Hollande a vu s'effondrer son empire d'Extrême-Orient.

Il en va en Orient comme en Europe. Ce que les nations libres ont perdu de territoire, de matériel de guerre essentiel, de bases navales et militaires, de forteresses stratégiques, l'ennemi s'en est enrichi. Le caoutchouc, l'étain, le pétrole dont disposaient jadis les Nations Unies servent maintenant à renforcer l'effort de guerre du Japon. La sécurité qu'assurait autrefois aux Anglais, aux Américains, aux Hollandais et aux autres nations démocratiques la possession de Hong-Kong, de Singapour, des Philippines et de Java est maintenant assurée aux Japonais. Ces bases servent également d'avant-postes aux Nippons pour de nouvelles attaques et de nouvelles conquêtes. Jamais, j'en suis convaincu, n'a saisi toute la portée de ces événements.

Nous avons eu trop tendance à mesurer les forces des Nations Unies, non pas d'après les réalités du jour, mais d'après ce qu'on en promet pour l'avenir. Trop communément on a voulu évaluer ces forces d'après l'importance relative des populations et des ressources plutôt qu'à la lumière des effectifs réels de combat, des disponibilités en navires, chars d'assaut, avions, canons et autres matériels de guerre. L'histoire de la guerre depuis ses débuts a démontré cependant que toute autre base de calcul est un trompe-l'oeil et un piège.

Une dangereuse illusion

Nous devons aussi nous bien garder contre une autre illusion, peut-être la plus fatale de toutes les formes de déceptions en temps de guerre. Je veux parler de la doctrine, commode qui prône que le temps est pour nous. Le temps ne nous sera favorable que si nous pouvons tenir l'ennemi en respect et l'empêcher d'accroître ses ressources et sa puissance.

Il est maintenant bien certain que l'Allemagne et le Japon, comptant non seulement sur leur puissance future mais sur celle qu'ils possèdent présentement, se proposent, par des coups audacieux, d'opérer la jonction de leurs armées au cours de la présente année.

L'Allemagne et le Japon se proposent également d'isoler notre hémisphère. Or pour y arriver, il leur

M. King fait du plébiscite un vote de confiance

(suite de la page six)

faut entreprendre une lutte gigantesque en vue d'obtenir la maîtrise tant de l'Atlantique que du Pacifique. Une fois isolées, les Amériques du Nord et du Sud se trouveraient vulnérables, aux attaques lancées soit de l'est, soit de l'ouest. La première de ces attaques pourrait fort bien être dirigée contre notre pays. Les desseins de domination mondiale que nourrissent les pays de l'Axe doivent sûrement nous apparaître maintenant dans toute leur réalité. N'oublions jamais que leur but ultime est l'asservissement de l'univers entier.

Progrès inquiétants

Même depuis la dernière fois que je vous ai adressé la parole, il y a deux semaines et demie, les nations auxquelles nous sommes unis dans un effort commun voient leur sécurité encore plus gravement menacée. L'agression a fait de nouveaux progrès dans le Pacifique. Les pertes navales de l'Angleterre dans l'Océan Indien ont été considérables. En dépit des efforts des armées britanniques et chinoises, les Japonais continuent leur avance en Birmanie. De jour en jour l'Inde se voit plus gravement menacée par le Japon. Après une résistance prolongée jusqu'à l'héroïsme, les valeureux défenseurs de Batan, dans les Philippines, ont dû retraiter. Les indices de la domination progressive de toute la France par l'Allemagne nazie ne manquent pas. En Europe et dans le Moyen-Orient, les grandes lignes de bataille se dessinent avec précision. Ce sont là des signes évidents du danger qui nous menace de plus en plus. Il suffit de considérer les résultats déjà obtenus par l'ennemi pour comprendre, on ne peut plus clairement, que le temps seul ne nous donnera pas la victoire. A moins que nous ne prenions tous les moyens possibles pour tenir l'ennemi en échec pendant que les peuples libres rassemblent leurs forces, le facteur temps sera son allié et non le nôtre. N'allons pas croire que notre existence nationale ne soit pas menacée, parce que jusqu'ici le Canada a été épargné alors que tant d'autres pays ont été envahis. Nombreux sont les peuples qui se croyaient à l'abri et qui, aujourd'hui, sont asservis.

La défense du Canada

On vous dit que si le danger est aussi grand qu'on le prétend, nous devrions garder nos soldats chez nous, que si vous votez "oui" on les enverra combattre outre-mer pour quelque autre pays et que les côtes du Canada resteront sans protection. C'est l'argument de ceux qui prétendent que le Canada ne combat pas pour lui-même, mais pour protéger les intérêts impériaux de la Grande-Bretagne, ou les intérêts de la Russie communiste, ou les intérêts des Etats-Unis, ou les intérêts de quelque autre pays. L'armée canadienne est en Gran-

de-Bretagne exactement pour la même raison que les troupes des Etats-Unis s'y trouvent également, exactement aussi pour la même raison que des troupes américaines sont en Australie. Elles sont là pour empêcher l'ennemi d'envahir notre continent et pour aider à le combattre avant qu'il ne soit assez fort pour nous détruire. Le fait est que ces questions n'ont aucun rapport avec la question du plébiscite. Le gouvernement lui-même est bien au fait des besoins de notre défense territoriale. Il a déjà pris des dispositions additionnelles à cette fin. Toutes ces questions seront pleinement étudiées par le gouvernement à la lumière des circonstances et des besoins du moment. Elles seront discutées au Parlement. Elles ne seront pas réglées par le plébiscite.

L'unité nationale

A la lumière des dangers que je viens de vous décrire et du péril dans lequel se trouve notre propre pays, puis-je demander à ceux qui voulaient voter "non" s'ils ont bien songé au poids de la responsabilité dont ils veulent se charger?

En votant "non", à mon avis, vous vous trouveriez à dire que vous comprenez mieux que le gouvernement les besoins du pays dans cette terrible crise.

Vous déclarerez que vous êtes mieux au courant que le gouvernement de la façon dont le Canada doit être défendu. Vous direz que vous refusez de faire confiance au gouvernement de votre pays et au parlement que vous avez vous-mêmes élu en ce qui a trait aux décisions à prendre pour la protection de vos foyers et de vos familles.

Le plébiscite offre une superbe occasion de démontrer l'unité nationale. En vous exhortant à voter affirmativement, je demande à mes compatriotes canadiens de toutes les races et de toutes les croyances, dans toutes les parties du Canada, de se faire confiance les uns les autres. Je vous exhorte tous à démontrer à vos compatriotes canadiens et au reste de l'univers que l'unité du Canada est indissoluble. Je vous prie de prouver que vous êtes capables de tous les sacrifices nécessaires à la préservation de notre existence nationale. Sans unité, le Canada ne peut apporter sa pleine contribution à la victoire, à la préservation de sa propre liberté et à la restauration de la liberté dans le monde. Un Canada libre ne peut survivre que dans un monde libre.

Conclusion

Je me suis efforcé de vous donner un aperçu général de la situation dans le monde, telle que je me la représente, dans cette lutte gigantesque entre la liberté et l'esclavage. Le président Roosevelt l'a appelé la guerre de la survivance et je crois réellement que l'expression est juste. Dans de telles circonstances, je

vous demande, à vous mes concitoyens, s'il est dans l'intérêt de notre pays, dont l'avenir est irrévocablement lié à celui des Etats-Unis, que son gouvernement soit entravé de quelque façon dans l'exercice de ses pouvoirs. Je ne le pense pas.

Le gouvernement et le parlement devraient être entièrement libres d'exercer leur jugement dans chaque cas suivant le meilleur intérêt du Canada et de son effort de guerre.

Permettez-moi de dire ceci: si jamais le désastre nous écrasait, les générations futures diraient certainement que si les pouvoirs du gouvernement n'avaient pas été restreints le désastre ne se serait jamais produit.

Telle est la responsabilité qui pourrait échoir à ceux qui, dans la présente crise, refusent d'éliminer toute restriction et de donner au gouvernement une entière liberté dans son effort de guerre.

L'ennemi est si puissant aujourd'hui qu'il ne peut être arrêté et défait que par l'action concertée de toutes les nations unies. Dans l'intérêt de sa propre sécurité, le Canada doit prouver bien clairement aux autres nations unies, et surtout aux Etats-Unis, qu'il est aussi disposé à les aider qu'elles-mêmes le seraient à nous aider. Un vote affirmatif écrasant lundi prochain fera disparaître tout doute à ce sujet.

Aujourd'hui, malgré le magnifique effort de guerre du Canada, la restriction des pouvoirs du gouvernement canadien répand à l'étranger l'impression que l'effort du Canada n'est pas un effort total. Cette impression est tout à fait sans fondement. Néanmoins, elle cause une grande injustice à notre pays et à tous les citoyens qui contribuent à assurer la victoire. Je veux faire cesser cette injustice et j'exhorte tous mes concitoyens sans exception à faire en sorte que notre pays dispose d'une liberté d'action complète pour l'accomplissement d'un effort maximum à ses propres yeux et à ceux de l'univers. Vous pouvez le faire en votant oui lundi prochain.